

**Unité Départementale Aube – Haute-Marne**

TROYES, le 23 février 2024

Nos réf. : SAU/JH/MT n° 24-91

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/01/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CHROMETAL-GIDER**

ZI La Marque  
10330 CHAVANGES

Code AIOT : 0005701969

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16 janvier 2024 dans l'établissement CHROMETAL-GIDER implanté ZI La Marque 10330 CHAVANGES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La société CHROMETAL GIDER a notifié la cessation de son activité à la préfecture de l'Aube le 28 juillet 2022. L'inspection des installations classées a ainsi réalisé une visite d'inspection le 14 décembre 2022. Cette visite a permis de constater que la cessation n'avait pas été réalisée conformément à la réglementation en vigueur. Un arrêté de mise en demeure (n° PCICP2023180-0001 du 29 juin 2023) avec mesures conservatoires a donc été pris en réaction. Un délai de deux mois avait été accordé pour la remise en conformité du site.

La présente inspection a donc eu pour objectif de vérifier le respect de l'arrêté n° PCICP2023180-0001 de mise en demeure de la société CHROMETAL GIDER.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CHROMETAL-GIDER
- ZI La Marque 10330 CHAVANGES
- Code AIOT : 0005701969
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société CHROMETAL GIDER, implantée zone industrielle La Marque à CHAVANGES (10330), est spécialisée dans la fabrication/traitement d'articles funéraires et réalise également le traitement de pièces pour le compte de la société Fonderie du Der sise sur le même lieu d'exploitation. Le site est soumis à autorisation au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et est réglementé notamment par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 82/4281 du 06 octobre 1982.

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- Sites et sols pollués

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 29/06/2023, article 1	Consignation	
2	Mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 29/06/2023, article 2	Consignation	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats


Les constats issus de la présente visite amènent l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement à proposer à madame la préfète de l'Aube un arrêté préfectoral de consignation de somme à l'égard de la société CHROMETAL-GIDER

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en demeure

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 29/06/2024, article 1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Cessation d'activité
<b>Prescription contrôlée :</b> La société CHROMETAL-GIDER, dont le siège social est situé Zone Industrielle La Marque – 10330 CHAVANGES, est mise en demeure de se mettre en conformité avec les prescriptions de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement sous un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté.
<b>Constats :</b> Lors de la présente visite, il a été constaté que la situation du site n'avait pas évolué depuis la visite d'inspection du 14 décembre 2022. Ainsi, l'ensemble des déchets et machines issues de l'exploitation du site sont toujours présents. Les mesures nécessaires à la cessation d'activité mentionnées à l'article R.512-39-1 n'ont pas été prise. L'arrêté de mise en demeure du 29 juin 2023 n'a pas donc pas été respecté. En application de la circulaire du 26 mai 2011 relative à la cessation d'activité d'une installation classée - chaîne de responsabilités – défaillance des responsables et afin de présenter ce site à l'ADEME, l'inspection des installations classées propose un projet d'arrêté de consignation de somme à l'encontre de l'exploitant afin de poursuivre la procédure de cessation d'activité.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Consignation

## N° 2 : Mise en demeure

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 29/06/2024, article 2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Mesures conservatoires
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sans délai, la société CHROMETAL-GIDER met en œuvre les modalités d'exploitations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• une surveillance du stockage, par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place en permanence, 24h/24 et 7j/7, notamment afin de transmettre l'alerte aux services d'incendie et de secours, d'assurer leur accueil sur place et de leur permettre l'accès à tous les lieux en cas d'accident/d'incident ;</li><li>• il est interdit de stocker de nouveaux produits sur site ;</li><li>• les réservoirs de stockage défectueux sont évacués ;</li><li>• l'exploitant établit un état des lieux des matières stockées sur ses installations et de leur mode de stockage ;</li><li>• l'exploitant établit la liste des incompatibilités chimiques entre les produits ;</li><li>• les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ne sont pas stockées au même endroit.</li></ul> <p>Des documents attestant de la mise en place de ces modalités sont transmis à l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site est sous télésurveillance permanente.</p> <p>Le site n'exploitant plus, il n'y a pas eu de stockage supplémentaire.</p> <p>Les réservoirs défectueux observés lors de la visite d'inspection du 14 décembre 2022 n'ont pas été évacués. De même, il n'a pas été établi un état des lieux des matières stockées, de leur mode de stockage et des incompatibilités chimiques entre les produits. L'arrêté de mise en demeure du 29 juin 2023 n'a pas donc pas été respecté.</p> <p>Lors de la présente visite, l'exploitant a transmis de devis pour l'évacuation par aspiration des déchets liquides, de l'évacuation de 4 cuves (GRV) dits « fuyards ».</p> <p>Cependant, cela ne comprends pas l'évacuation de l'ensemble des GRV situés dans la zone de conditionnement, dont l'état n'a pas été vérifié. L'exploitant a notamment indiqué que les produits contenus dans ces GRV était inconnus. De plus, la zone comprenant l'ancienne chaîne de traitement n'est pas prévue dans ce devis. Or l'inspection des installations classées a constaté la présence de cuves en mauvais état, contenant des produits liquides :</p> <div data-bbox="592 1249 1016 1731"></div>
<p>Ainsi, le devis présenté lors de la présente visite ne prend pas en compte les activités nécessaires à la mise en sécurité du site.</p> <p>Il sera proposée une consignation de somme à hauteur du montant du devis fournis par l'exploitant lors de la précédente visite du 14 décembre 2022 comprenant la gestion des déchets de l'ensemble de site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Consignation